



Paris, le 22 mars 2023

Monsieur Pap NDIAYE
Ministre de l'Éducation nationale

Monsieur le Ministre,

Mille cinq cents, plus de 1 500 postes en moins à la rentrée 2023 dans l'école publique : des personnels enseignants en moins pour accompagner tous les élèves dans la réussite scolaire, dans leur devenir citoyen, social, personnel et professionnel. La projection démographique de 64 000 élèves en moins à la prochaine rentrée ne peut justifier une telle saignée des personnels éducatifs de l'école publique, dans un contexte où les parents ne peuvent que constater le manque d'enseignants qualifiés et les non-remplacements.

La FCPE refuse que le service public d'éducation s'organise dans une logique comptable par laquelle tous les enfants sont les plus grands perdants.

Crise climatique, crise économique et sociale, guerre aux portes de l'Europe, impact de la crise Covid sur la santé mentale ... L'anxiété est forte, trop forte chez beaucoup trop d'enfants, d'adolescents, de jeunes. Aussi, notre société a une dette de bienveillance envers les enfants et la diminution du nombre d'élèves est une opportunité pour mieux faire école. Vous comprendrez donc que la suppression de 1 500 postes d'enseignants à la rentrée 2023 qui se cumulera avec le manque de personnels de vie scolaire, d'infirmières, de psychologues... creusera de fait cette dette, ce qui est inacceptable.

Depuis janvier 2023, des centaines de communautés éducatives se mobilisent pour défendre la réussite et le bien-être de tous les élèves. L'incompréhension laisse désormais place à une colère sourde, à un sentiment d'abandon dans les territoires métropolitains et ultra-marins qu'ils soient, urbains, périurbains ou ruraux. Les élèves qui doivent bénéficier de dispositifs relevant de l'école inclusive ou les plus fragilisés seront une nouvelle fois les plus touchés par ces choix. Il est intolérable que des communautés éducatives obtiennent des moyens supplémentaires au détriment de l'établissement ou du département voisin. Il est insupportable de voir organiser ainsi la concurrence entre territoires. Cette récurrente pénurie des moyens humains et financiers se répercute dans nombre d'établissements scolaires. Elle abîme bien des personnels et laisse craindre un effondrement prochain du service public de l'éducation. Fidèle à son histoire et à ses valeurs, la FCPE ne s'y résoudra jamais.

La FCPE porte depuis sa création l'école de la première chance. L'école publique est un projet de société, une ambition, le cœur battant de notre République. Monsieur le Ministre, quel est votre projet ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Grégoire ENSEL,
Président de la FCPE